

## REVALORISATION DU SNMG L'UGTA plaide pour 15 000 DA

**L'UGTA donnera son accord pour un salaire national minimum garanti (SNMG) avoisinant les 15 000 DA. C'est ce que nous a indiqué, hier, une source proche du secrétariat national.**

Hier, à la réunion de la direction nationale de l'UGTA, deux points étaient inscrits à l'ordre du jour. Il s'agit de l'évaluation de la participation de l'UGTA à la présidentielle d'avril dernier et la célébration des festivités du 1<sup>er</sup> Mai, prévue cette année à Jijel.

A ce propos, on indique que la Centrale syndicale compte «capitaliser au maximum» son soutien au «candidat des travailleurs», en plaidant pour une revalorisation conséquente du SNMG. Une idée, faut-il le rappeler, avancée par le président de la République le 23 février dernier lors d'un discours prononcé devant les travailleurs à Arzew, à l'occasion du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures. «Je m'engage à augmenter le Salaire national minimum garanti (SNMG) dans les prochains mois, si je suis réélu.

Ainsi, si le SNMG venait à être relevé à hauteur de 15 000 DA, l'UGTA ne ferait que concrétiser l'une de ses principales revendications contenues dans les résolutions des 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> congrès nationaux. Cependant, il demeure que cette revalorisation est tributaire de plusieurs paramètres, sachant qu'une telle hausse engendrerait d'autres augmentations indexées sur le SNMG. Il s'agit notamment des pensions allouées aux moudjahidine et à leurs ayants droit ou encore les salaires des hauts responsables de l'Etat.

Ceci étant, si le principe de la revalorisation est désormais chose acquise, sa «définition» ou encore son entrée en application dépendra de la tenue de la 13<sup>e</sup> tripartite, dont la date sera déterminée entre les trois partenaires, à savoir le gouvernement, l'UGTA et le patronat. La rencontre tripartite sera précédée par la mise en place de groupes de travail, dont la feuille de route sera fixée par les parties concernées.

Abder Bettache

## Coupure d'eau dans plusieurs communes d'Alger

L'alimentation en eau potable sera coupée dans les communes de Rouiba, Bordj-El-Bahri, Bordj-El-Kiffan, El-Marsa, Bab-Ezzouar, Dar El-Beïda (en partie), El-Harrach et Mohammadia. Par ailleurs, les communes de Ain-Taya et Heuraoua seront partiellement touchées. Cette coupure va s'étendre du 3 mai, à partir de 23h au 6 mai. Ces coupures sont dues aux travaux de transfert d'une conduite principale d'eau à hauteur de Boudouaou, dans le cadre des travaux de l'autoroute Est-Ouest. Il est à noter que la Seaal a prévu un dispositif de citernage en 3x8 afin d'alimenter, en priorité, les établissements publics et hospitaliers et la population dans la limite de ce qui est possible en raison de l'importance du périmètre concerné par la coupure.

N. M.

## BOUTEFLIKA MAINTIENT LE GOUVERNEMENT

# Pas de consensus en haut lieu ?

**Bouteflika a finalement reconduit Ouyahia et tout son staff gouvernemental. Le communiqué de la présidence précise que «compte tenu du calendrier international ainsi que des exigences internes, le chef de l'Etat a décidé de reconduire le gouvernement dans sa composition actuelle, à l'exception de M. Aboudjerra Soltani qui quitte le gouvernement à sa demande».**

Près de deux semaines après sa réélection, le chef de l'Etat opte donc pour le statu quo au nom des «exigences internes».

La terminologie choisie appelle plusieurs lectures. Le maintien du gouvernement intervient-il suite à des désaccords en haut lieu sur le nom du Premier ministre ? Est-il le reflet d'une mésentente sur la liste des ministres ou correspond-il à la volonté du chef de l'Etat de concrétiser une certaine forme de continuité ?

Toutes les hypothèses sont permises d'autant que contrairement aux coutumes, le Premier

ministre n'avait pas remis sa démission au chef de l'Etat immédiatement après son investiture.

Une situation qui avait suscité beaucoup d'interrogations et qui s'explique, finalement, par une volonté de maintenir l'équipe Ouyahia à défaut de trouver un consensus autour d'un autre nom et d'une autre équipe. Si sous d'autres cieux, les élections donnent souvent lieu à des consultations intenses, en Algérie, les choses se passent autrement.

Les ministres qui s'étaient jetés corps et âme dans la campagne électorale du président-candidat, avaient déjà ralenti

leurs activités pour mieux «vendre» le candidat Bouteflika et se sont mis «au vert» après l'élection. Vivant au rythme des rumeurs sur leur remplacement, beaucoup de ministres se contentaient de gérer les affaires courantes. Pourtant comme le veut la tradition, des noms de partants avaient circulé. Beaucoup de ministres qui composent le gouvernement depuis plusieurs années avaient été donnés comme partants. Des hypothèses qui ne se confirment pas puisque tout le gouvernement reste en place au nom des éternels équilibres à préserver.

Seul Aboudjerra Soltani, dont le parti est au bord de l'implosion, quitte le gouvernement à sa demande. Pourtant, le travail de l'équipe gouvernementale n'a pas toujours fait l'objet de consensus. La mise en œuvre du

programme du président lancé depuis une décade et les réformes socio-économiques n'ont pas été toujours menées à bien. L'équipe en place depuis plusieurs années a fait preuve d'incohérence dans la gestion de plusieurs dossiers, faussant la visibilité et donnant l'image d'une Algérie qui se cherche toujours.

Les réformes économiques, menées difficilement, ont été le reflet des désaccords et ont démontré à quel point au sommet de l'Etat, le bicéphalisme a fini par être érigé en mode de fonctionnement.

En reconduisant la même équipe, Bouteflika, qui obéit à des «considérations internes», semble ne pas faire cas des autres considérations.

Le maintien des équilibres au lendemain de sa réélection paraît une priorité vitale.

N. I.

## SELON LE MINISTRE DES FINANCES

# La balance des paiements risque un déséquilibre

**Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a estimé, hier à Washington, que le scénario d'une détérioration significative des réserves de change est à écarter malgré un risque de déséquilibre dans la balance des paiements.**

En marge des travaux de la réunion de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le ministre des Finances a observé que la facture alimentaire a enregistré une baisse au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009. En évaluant les importations de biens alimentaires à 1,65 milliard de dollars contre près de 2 milliards de dollars durant la même période de l'année 2008.

Selon Karim Djoudi, la tendance baissière des cours mondiaux de certaines matières premières, notamment alimentaires et les mesures prises par les autorités publiques pour les activités de commerce extérieur ainsi que les flux de transfert de devises, devraient permettre d'écarter le scénario de dégradation des réserves de change.

A propos de ces réserves, «joyaux de la République», le ministre des Finances a insisté sur la nécessité de «préserver et de sécuriser les ressources en devises, même s'il y a une baisse

de la rémunération et de ne pas aller vers les actifs à risques».

A propos de l'impact de la baisse continue des rendements servis par le Trésor américain pour les titres de Trésor détenus par ses créanciers, dont l'Algérie à travers ses placements de réserves de change, Karim Djoudi a expliqué que «le choix délibéré de l'Algérie est d'éliminer le risque, et ce, même avec une minimisation du rendement de ces titres de créances».

### Le programme quinquennal 2009-2014 pourra être financé

L'Algérie dispose des capacités de financement de son prochain programme de relance quinquennal (2010-2014) de 150 milliards de dollars, en dépit de la baisse des cours mondiaux de pétrole et de ses revenus pétroliers, a indiqué le ministre des Finances.

«Nous avons en terme de viabilité de nos finances publiques et de viabilité de nos équilibres

extérieurs, la possibilité de financements sur le moyen terme, c'est-à-dire jusqu'à 2014, et ce, tout en maintenant un niveau de réserves de change convenable et en annulant quasi-totalement notre dette extérieure publique.»

Selon Karim Djoudi, les capacités de financement du pays se composent non seulement des revenus pétroliers mais aussi du fonds de régulation des recettes dont les ressources représentent 40% du PIB et de la mobilisation des financements sur le marché domestique lequel jouit de fortes liquidités».

Et le ministre des Finances d'expliquer que les mesures prises pour amortir l'impact de la crise financière internationale auront permis de doter le pays des capacités de financer un

autre programme d'investissements publics. Se référant aux projections faites par le FMI et la BM sur une décroissance mondiale en 2009 et une amorce de la reprise économique à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (+1%) grâce aux plans de relance amorcés notamment par les pays industrialisés ainsi que la Chine, Karim Djoudi a estimé qu'il devrait y avoir un début de normalisation de la situation économique et financière à travers le monde au cours de l'année prochaine.

Ceci devrait se traduire par une reprise de la demande pétrolière qui devrait aboutir, à moyen terme, par un redressement des cours mondiaux de pétrole et ainsi des revenus pétroliers de l'Algérie.

C. B.

- L'obligation faite aux sociétés étrangères d'importation nouvellement créées de réserver 30% de leur capital à un partenaire algérien n'a pas d'effet rétroactif pour les sociétés créées auparavant selon le ministre des Finances, Karim Djoudi.

- Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a procédé, hier à Washington, avec son homologue nicaraguayen, à la signature d'un accord de traitement de la dette détenue par l'Algérie sur le Nicaragua.

C. B./Agences

## SITUATION DES PERSONNES ÂGÉES

# L'association «Ihcène» tire la sonnette d'alarme

**L'association nationale SOS 3<sup>e</sup> âge en détresse «Ihcène» tire la sonnette d'alarme concernant la situation vécue par les personnes âgées. Un appel est ainsi lancé aux responsables, aux députés et aux sénateurs pour qu'ils mettent en application les recommandations, formulées depuis déjà une année, sur la prise en charge des personnes âgées en difficulté.**

F.- Zohra B. - Alger

(Le Soir) - Le forum d'El Moudjahid a accueilli hier l'association Ihcène à l'occasion de la journée nationale des personnes âgées.

Lors de cette rencontre, les présents ont exprimé leurs préoccupations et expliqué que les recommandations formu-

lées l'année passée n'ont pas été appliquées sur le terrain. Ceci d'autant que, selon le constat fait par les spécialistes présents, la situation des personnes âgées en détresse a empiré au point de mettre leur vie en danger.

Devant l'urgence de cette situation, les députés et sénateurs présents

à cette rencontre ont été priés d'œuvrer pour la mise en application des recommandations formulées par l'association.

Il s'agit, avant tout, préciseront les participants, de la protection des droits des personnes âgées pour lesquelles un cadre réglementaire devra être défini. Il a ainsi été constaté qu'il existe très peu de textes juridiques relatifs à la protection des personnes âgées.

«Le cadre légal une fois défini, il y a lieu d'envisager toute une batterie de mesures de manière à

assurer à la personne âgée une vie décente et digne», peut-on lire dans les recommandations formulées par l'association. Sur le plan économique, l'urgence est de trouver les sources de financement nécessaires à la mise en œuvre de toutes les mesures envisagées en direction des personnes du troisième âge.

Il est aussi suggéré la création d'une caisse ou d'un fonds social de solidarité vieillesse de manière à assurer aux personnes âgées démunies ou ayant de faibles ressources, une vie décente

sur les plans sanitaire et social.

D'autres mesures sont recommandées qui concernent l'indexation des pensions de retraite et l'aide sociale à l'évolution du pouvoir d'achat, la revalorisation de la pension octroyée aux personnes âgées, la gratuité des soins et médicaments ainsi que la prise en charge des dépenses spécifiques et le transport gratuit. Les mesures suggérées sont relatives aussi au plan social, familial et médical.

F.-Z. B.